

Pourquoi voter ?

Est-il des électeurs s'étant déjà demandé le sens et la portée de ce geste, le fait de déposer un bulletin de vote dans l'urne ? Un geste banal certes, mais qui suffit à orienter une politique, c'est-à-dire à décider de leur destin comme celui de leur pays... Sans vouloir paraître plus subtil que les autres, j'ai le sentiment d'être actuellement le seul à mettre en évidence ce genre de problématique, en apparence banale ; ce réflexe civique est tellement ancré dans les mœurs et dans les cerveaux que personne n'éprouve le besoin de le remettre en question. Eh bien, je ne vais pas faire comme tout le monde. Cette question nous allons nous la poser ; et pour entrer dans mon sujet, je vais m'appuyer les quatre anecdotes qui suivent (on pourrait les multiplier).

Première anecdote. Du temps où je militais au Front national historique, je me suis trouvé, comme tout bon militant, à faire la tournée des bureaux de vote de mon secteur en tant que délégué du mouvement, pour surveiller le bon déroulement des opérations. Nous sommes en fin de journée, et, comme il arrive parfois, le Président de séance interpelle des électeurs, dans le but se rendre disponibles à la fermeture des bureaux, afin de participer au dépouillement du scrutin. S'adressant à une jeune femme, il lui fait la demande ; celle-ci se redresse, et, portant ses mains en avant comme pour se défendre de je ne sais quelle menace, elle s'écrie : « Oh, là, là, non, monsieur ! Je ne fais pas de politique !... »

Passons sur le caractère enfantin de l'opération de dépouillement, qui n'a rien à voir avec la politique ; il n'est même pas besoin d'avoir fait maternelle pour cela... Je retiens la réaction de la dame. Le Président de séance la reproduisit sous forme de mimique pour en sourire. Si j'avais eu le temps, j'aurais interpellé cette personne : « Si vous ne faites pas de politique, pourquoi vous votez, madame ? »

Deuxième anecdote. Dans le même contexte, un ami qui avait comme moi la responsabilité d'une circonscription, de retour de campagne me raconte : « J'ai rencontré une dame qui m'a dit partager les idées du front national. Une veuve. Son mari était socialiste, un ponte local si j'ai bien compris. Elle m'a dit connaître notre candidat et l'apprécier. Au moment de la quitter je la salue et crois bien faire en ajoutant : "Merci de penser à M. Untel et de voter pour lui". Elle me répond : "Je ne peux pas faire ça à mon mari. Il se retournerait dans sa tombe." »

Troisième anecdote. Il s'agit d'une vidéo. Nous sommes à un meeting du candidat à la présidentielle de 2017, le dénommé Macron. Un journaliste promène son micro à la sortie de la salle. Il interroge une gentille mamie fort distinguée, toute pomponnée, bien propre sur elle, sentant la poudre de riz et l'eau de Cologne d'antan. Le journaliste s'adresse à elle et lui demande : « Vous allez voter pour M. Macron ? — Oui, dit-elle — Qu'est-ce qui vous a décidé de voter pour lui ? » Réponse de la mamie, au bord de l'évanouissement : « Il est si jeune et si séduisant !... » Fermez le ban !

Quatrième anecdote, histoire de donner l'exemple un peu différent d'un homme et ne pas laisser l'apanage du degré zéro de la conscience la politique aux seules femmes. Nous sommes aux BBR (Bleu, Blanc, Rouge), la Fête annuelle du Front national. Je tiens le stand du Limousin. Un visiteur se présente, nous entrons en discussion. Il me dit ceci à propos des immigrés : « Tant qu'ils passent dans la rue et ne traversent pas mon jardin, l'immigration ne me gêne pas. » Nous étions au début des années 1990. Lorsque j'écris ces lignes, nous sommes vingt-cinq ans plus tard, et non seulement les immigrés font la loi dans la rue, les quartiers, bientôt les villages, les villes, volent, violent les femmes, les harcèlent les agressent, voire surinent ou égorgent à droite et à gauche, même si pour atténuer l'effet de la réalité on se doit de soulever des restrictions à la généralisation, ils ne sont pas loin aujourd'hui de traverser le jardin, d'entrer dans la maison et se servir. « Comme chez eux chez nous » (Mitterrand).

Ils sont combien de millions d'électeurs et d'électrices qui auraient pu faire des réponses semblables ? Les uns qui ne font pas de politique, mais votent ; les autres qui votent mais uniquement à la tête du candidat, et seulement si elle leur revient... Le mode de scrutin républicain est décidément comme ces « pochettes surprises » qui faisaient le bonheur des enfants dans les années 1950/60. Le candidat étant dans la pochette surprise, évidemment.

La première dame aurait pu me rétorquer : « Ce n'est pas parce que je ne fais pas de politique que je n'ai pas de convictions. » Certes oui, madame ; mais si vous ne faites pas de politique, d'autres se chargent d'en faire pour vous et à votre place ; là est le problème ; car ces gens, les républicains, peu importent les couleurs politiques, n'ont pas les mêmes arrières pensées que vous ; ils sont roublards, pervers, filous, tordus, vicieux, rompus à toutes les manœuvres politiciennes, pour interpréter votre vote dans un sens qui les arrange. Avec la presse aux ordres, ils vous auront travaillé le subconscient en ce sens. Et vous n'y verrez que du feu. Car avant même que vous ayez mis le bulletin dans l'urne, vous êtes déjà piégée.

Ces dames auraient pu m'objecter également : « Voter, c'est aussi faire son devoir de citoyen ». Bravo, mesdames, vous êtes décidément imbattables. Vous avez un grand sens civique ! Vous êtes de bonnes citoyennes. Dans l'expression, je retiens deux mots : devoir et citoyen. Commençons par devoir. Je ne vais pas vous faire un cours magistral sur la notion de Devoir qui est, avec le Bien et le Mal, au fondement de la morale naturelle qu'on n'enseigne plus à l'école. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de savoir si ce devoir, votre devoir, COMMENCE ou FINIT au moment où le Président de séance prononce les mots : « A voté ! ». Le nœud de la question est là.

Je vais oser une projection purement intuitive. J'estime que sur les 45 millions d'électeurs français inscrits sur les listes électorales, 99 % sont absolument persuadés que lorsqu'ils ont voté, ils ont accompli leur devoir. Eh bien, je me vois dans l'obligation d'objecter à ces 45 millions d'électeurs potentiels : « Mesdames, Messieurs, vous faites fausse route, vous êtes dans l'erreur la plus totale ! ». Un peu facile, en effet, de mettre un bulletin dans l'urne, puis d'aller dormir sur ses deux oreilles cinq ou six années durant, avant de se réveiller en sursaut pour remettre ça aux élections suivantes, puis se rendormir aussitôt pour cinq ou six années et ainsi de suite. Non, Mesdames, non Messieurs, votre devoir ne finit pas, mais COMMENCE justement au moment que vous avez voté. C'est là que commence l'exigence du devoir comme manifestation de votre conscience politique. Car l'acte de voter est un engagement personnel, individuel ; le devoir engage votre responsabilité personnelle dans l'orientation que vous donnez à votre suffrage ; il engage aussi le destin de la communauté à laquelle vous êtes censés appartenir ; et aussi infime que soit votre délégation de pouvoir, vous êtes potentiellement responsables de l'orientation heureuse ou fatale que connaîtra votre pays... On en revient au problème de l'engagement politique proprement dit, c'est-à-dire, à l'instar de la dame plus haut, à faire ou ne pas faire de la politique... D'où il m'arrive de dire que les électeurs, tout autant que les élus, devraient rendre des comptes à la société. Eh oui, rendre des comptes, c'est être responsable ; la preuve, je vous la résume par l'historien grec Thucydide : « *Un homme qui ne se mêle pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile* ». Oui, je sais, c'était il y a 2500 ans. Pensez-donc, les Grecs anciens ne pouvaient pas être aussi civilisés qu'un citoyen républicain du XXI^e siècle, n'est-ce pas ?...

Maintenant, voyons le deuxième mot... Citoyen, mot d'origine latine, désignant l'habitant de la cité — le mot « cité » étant pareillement compris en tant qu'organisation politique que structure communautaire. Dans les cités antiques, c'est-à-dire dans la démocratie grecque, le citoyen libre, qui avait une identité (le mot incluait la notion de patrie), était défini comme être responsable participant à la vie de la cité et à sa défense si nécessaire. Dans notre république

moderne, les politiciens en ont plein la bouche du mot « citoyen » ; les citoyens ceci, les citoyens cela, les citoyens par-ci, les citoyens par-là : tout est citoyen ; sauf que contrairement à la démocratie véritable, le citoyen est traité en être totalement immature et irresponsable : il ne décide rien de son destin. Il est politiquement déresponsabilisé, infantilisé. On décide pour lui et à sa place ; il n'a pas son mot à dire. D'où le refus de la démocratie directe en république, c'est-à-dire le refus du référendum d'initiative civique qui est au fondement de la doctrine politique de Force Française.

On voit à quel cafouillage politique conduit le système politicien républicain : le mépris du citoyen, son absence d'engagement, et son maintien dans un état de totale irresponsabilité, tel un éternel immature, au pire un attardé mental.

Ce n'est pas tout. Maintenir le citoyen dans un état d'irresponsabilité, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant : le citoyen, il faut le rendre irresponsable, le déresponsabiliser ; mais il faut aussi le contrôler, empêcher qu'il se rebelle, qu'il proteste, hors les soupapes de sûreté prévues à cet effet, que sont les syndicats officiels ; en réalité, il est soumis à une dictature de fait. Les républicains vont mettre en place deux dispositifs pour tenir le citoyen en mains et le rendre docile.

En premier la fonction publique. Je précise que sous l'Ancien Régime, la fonction publique, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, n'existait pas. Les fonctionnaires vont venir dans les charrettes sanglantes de la Révolution. Le but est de multiplier le nombre de fonctionnaires de façon à développer l'activité publique au détriment de la société civile, et d'arriver, d'un côté, à étouffer le citoyen sous le poids de l'État, de l'autre à l'aliéner à l'État. Pour attirer le maximum de personnel dans la fonction publique d'État ou territoriale, on fera en sorte de maintenir les salaires (pardon, les traitements) et les privilèges sociaux, dont l'indéboulonnable emploi garanti à vie, à un niveau supérieur à celui du personnel employé dans la société civile, secteur marchand ; et pour accroître ce différentiel entre public et privé, pour accentuer la pression, on élèvera les prélèvements obligatoires au maximum de ce que peut supporter la société civile, sans toutefois tuer la poule aux œufs d'or.

Le but est donc atteint : assujettir autant que possible le citoyen en le rendant dépendant de l'État, et en le faisant vivre sous perfusion publique permanente, de telle sorte qu'il ne puisse désirer autre chose que ce que l'État républicain désire pour lui, intégralement payé par le contribuable actif du privé. Je rappelle que les fonctionnaires sont des serviteurs de la société civile, ils n'en sont pas les acteurs ; et la société civile n'attend pas d'eux qu'ils se transforment en agents oppresseurs de l'État.

Mais ce n'est pas tout ; ce n'est pas encore suffisant. Certes, on le sait, il est important de contrôler le citoyen par le matraquage idéologique scolaire et universitaire. Mais il faut encore le tenir par ses activités extra-scolaires ou professionnelles : la culture, le ludique, le loisir, le social, l'humanitaire, j'en passe et des pires. Le citoyen, il faut le river à l'État sans qu'il ait l'air d'y être arrimé. Alors les républicains vont inventer (à moins qu'ils se soient encore inspirés du modèle anglo-saxon) et mettre en place au fil des décennies, un dispositif social appelé « associations d'utilité publique à but non lucratif » : les fameuses associations subventionnées...

D'abord une petite anecdote. Il se trouve que quelques temps avant ce clip vidéo, je m'étais rendu chez des amis à Poitiers. La dame de la maison me confia qu'elle avait prévu de faire un tour à la fête des associations (subventionnées, il va de soi), par curiosité, car elle voulait voir ce qu'il en était. Elle avait découvert que la municipalité entretenait 600 associations, ce qui l'avait proprement sidérée. Elle savait que dans son quartier il y en avait 62, et trouvait que cela faisait déjà beaucoup ; surtout que ces associations vivent de l'argent public.

Je lui fis remarquer qu'il n'y avait là rien d'extraordinaire, le phénomène associatif s'étendant comme une lèpre contagieuse à la France entière, à tous les niveaux de gouvernement : communes, départements, régions, État, jusqu'à la plus petite commune ravitaillée par les corbeaux. On compte en effet, au plan national, 1 300 000 associations publiques subventionnées, employant à temps plein 1 800 000 personnes (l'emploi partiel n'étant pas décompté) ; soit autant de crypto-fonctionnaires non définis comme tels, et plus de 16 millions de bénévoles. Le budget cumulé des associations est de 85 milliards d'euros, un budget presque aussi élevé que le premier budget de l'État, le budget de l'Éducation dite nationale. Quand toute la société est devenue une société de fonctionnaires, cela veut dire que nous sommes potentiellement en régime communiste ; c'est-à-dire que les prétendus citoyens sont devenus des esclaves. Trop tard pour réagir...

Oublions le blabla républicain habituel sur le sujet, c'est-à-dire le langage gauchiste. Rappelons qu'à l'origine, le système associatif loi 1901 a été conçu pour contrer et remplacer les congrégations religieuses de l'Église catholique ; lesquelles étaient fondées non point sur le bénévolat, mais sur le don de soi... Prononcer cette expression « don de soi », en régime républicain, est carrément une insulte ; nous ne sommes évidemment pas dans le même monde...

Quel est, en arrière-plan, le but réel de ce vaste, de cet énorme dispositif associatif ? Derrière les intentions à prétentions « altruistes » et sociales, le but est de capter le vote des électeurs au même titre que le celui des fonctionnaires. C'est-à-dire, pour parler vrai, il s'agit d'acheter le vote des électeurs. Les 560 000 élus de la république, particulièrement les maires et leurs « conseillers », utilisent le système associatif comme relais de propagande de terrain, en offrant une multitude de « services » à leurs administrés ; n'oublions pas qu'une fois élu, un politicien n'a qu'un objectif, se faire réélire. Tous les moyens sont bons. Il suffit d'activer les menus déroulants des sites internet municipaux, pour voir qu'il ne manque rien à leur bonheur, sauf que ce bon M. le Maire n'en est pas encore à venir border les citoyens dans leur lit ; et sauf à se montrer ingrats, le jour venu, ces mêmes citoyens ne pourront que donner un satisfecit à ce bon M. le Maire qui fait tant pour sa commune, sous la forme d'un bulletin de vote franc et massif. Pour les élus nationaux, la surenchère infinie des promesses électorales sans lendemains qui n'engagent que ceux à qui elles sont faites, sera suffisant pour faire l'affaire.

Il est également important de préciser que l'habituelle distinction droite-gauche en politique est un non-sens, une totale imposture ; il n'y a pas, il n'y a jamais eu de droite en république : cela n'existe pas ; ce qu'on appelle droite ou plus exactement « fausse droite », est un leurre idéologique, une fausse fenêtre, un trompe l'œil ; les valeurs dites républicaines sont de gauche, intrinsèquement de gauche, et seulement de gauche, soit le système dit progressiste libéral libertaire ; les vraies valeurs de droite, elles, sont hors système républicain et ne peuvent être que hors de système républicain ; elles ne sauraient donc relever de la république. La meilleure preuve en est que les milliardaires, oligarques cosmopolites et apatrides, et les prétendus défenseurs du prolétariat, partagent les mêmes valeurs à défaut de partager les mêmes cantines : socialisme, communisme, libéralisme, même combat. Vous mélangez le tout, vous secouez, et vous avez la République dite française. Or ce que nous combattons, nous, nationalistes français, ce sont justement ces fausses valeurs républicaines qui ne sont que des constructions idéologiques, des abstractions intellectuelles, destinées à brouiller les électeurs, à les perturber, comme je l'ai montré maintes fois ; des utopies conçues pour asservir les peuples et les soumettre au pouvoir de l'argent, autrement dit à la volonté de domination du Cartel des banques mondialisées. On y revient toujours.

Le régime républicain est donc bien un régime totalitaire, un totalitarisme mou qui se durcit avec le temps, qui dévoile au fil des jours son véritable visage satanique derrière un humanisme ou une philanthropie de façade. Et au final, on constate que l'État français, tant au plan institutionnel que financier, a été détourné par les politiciens républicains au profit de la Haute finance

internationale, c'est-à-dire au profit du Cartel des banques, pour en faire une machine de guerre politique contre les citoyens, contre le peuple Français lui-même, afin d'imposer la dictature universelle à travers le Nouvel Ordre Mondial — Nouvel Ordre Mondial et Cartel bancaire voués au culte du Veau d'Or, étant une seule et même chose. Si bien que lorsque vous votez, quel que soit le type d'élections, que vous le vouliez ou non, vous votez nécessairement et toujours à gauche ; c'est-à-dire vous votez pour la République contre la France ; ce qui veut dire encore que, si vous êtes vraiment de droite, vous votez *in fine* contre vous-mêmes, contre votre famille, contre votre pays, en un mot, contre votre patrie.

Ce qui amène à cette situation, la pire que l'on puisse imaginer dans une société civilisée : voter en régime républicain se résume paradoxalement à enfermer le citoyen dans la seule alternative possible pour lui : être complice du système, ou être dans la peau d'un traître cautionnant le système par son bulletin de vote.

*

Mais qui sont-ils ces politiciens républicains que vous renvoyez systématiquement dans les arènes du pouvoir ? D'où sortent-ils ? De quelles succubes maudites sont-ils les fruits gâtés ?... Il faut revenir en arrière, au moment où le régime républicain a été instauré comme substitution à l'Ancien Régime royaliste. Je passe sur les origines manifestement ésotériques pour ne pas dire sataniques de la République. Comme je l'ai déjà évoqué, la république a été instaurée en France sous la dictature jacobine, en 1792, au lendemain des massacres de Septembre ; et ce n'est certainement pas par un effet des circonstances, ni du hasard. Cette dictature jacobine, qui devait, soi-disant, délivrer le peuple français de la « tyrannie » des Rois et de l'Ancien Régime, s'est révélée dans les faits l'un des régimes politiques les plus violents, les plus sanguinaires n'ayant jamais existé de mémoire d'homme. Elle est le résultat d'un effet de l'incurie du camp politique d'en face, incarné par les Girondins, ceux qui se sont faits complices de la dictature jacobine par défaut, que l'on peut classer dans la tendance libérale ; les ayant personnellement définis comme les « idiots utiles de la Révolution française », il était logique qu'ils opèrent une mutation dans la catégorie des « idiots utiles de la République ».

Nous sommes malheureusement habitués de nos jours à l'immigration et à la violence islamo-terroriste qui frappe aveuglément nos sociétés européennes ; à côté de nos terroristes Jacobins, bien français ceux-là, les islamistes apparaissent comme des enfants de chœur. Il y a cependant une grande différence entre les deux. Les islamo-terroristes, eux, sont des sauvages (je dis bien des sauvages, et non des barbares) ; par contre, les meneurs Jacobins étaient tous, je dis bien tous, gens hautement civilisés, le plus souvent des magistrats formés intellectuellement, et même spirituellement, dans les meilleures écoles de l'Ancien Régime... Et ils se sont faits barbares sanguinaires. Parmi ces gens qui ont fait la révolution, qui en ont été les meneurs les plus actifs, les plus virulents, une catégorie s'est particulièrement distinguée : la corporation des avocats. Rendez-vous compte : dans ce régime de prétendus tyrans qu'étaient nos rois de France, le pays croulait sous les avocats ! Elle ne trouvait pas à les employer tous... Alors, qu'on fait les avocats, les juristes, ceux de la basoche qui ne trouvaient pas à s'occuper professionnellement ?... Ils ont fait la RÉVOLUTION...

Et c'est dans cette boue de sang, de meurtres, d'assassinats, de pillages, de vols, de viols, de destructions aveugles, de ravages matériels, humains et économiques, perpétrés dans un climat incessant de peur et de violence contre un peuple tout entier, que va naître la République, fille de la Révolution, mais certainement pas issue de la volonté du peuple français qui n'a jamais été appelé aux urnes pour l'approuver ou non, ou si peu.

Dans mon livre *La Terreur à l'ordre du jour*, j'ai justement centré mon sujet sur les Jacobins, sur cette période tragique d'une quinzaine de mois, pour montrer de manière prégnante la face noire de la nature humaine, montrer jusqu'où elle pouvait descendre dans l'horreur, dans la

terreur fanatique, quand les barrières morales de la société sont abattues, quand l'homme est livré à lui-même. Toute cette folie furieuse fut tournée contre le peuple français et seulement contre lui, sous prétexte d'abattre la royauté et l'Église catholique.

Voici trois citations qui résument l'esprit général du livre :

Première citation : « ... à quelque religion, à quelque gouvernement, à quelque rang de la société civile auquel vous appartenez, si le jacobinisme triomphe [comprendons le communisme], c'en est fait de votre Religion, de vos Lois, de tout Gouvernement, de toute Société civile. Vos richesses, vos maisons, vos champs, jusqu'à vos chaumières, jusqu'à vos enfants, tout cesse d'être à vous. Vous avez cru la révolution des Jacobins terminée en France ; et la révolution en France même n'est qu'un premier essai des Jacobins ; et les vœux, les serments, les conspirations du jacobinisme s'étendent sur l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, sur toutes les nations comme sur la France. » Abbé Augustin Barruel, *Abrégé des Mémoires*.

Dès 1799, L'abbé Barruel annonçait, sous le nom de jacobinisme ou d'illuminisme, ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Nouvel Ordre Mondial. Et le personnel politique républicain de ce début du XXI^e siècle est l'héritier direct des Jacobins ; la guillotine en moins... pour l'instant.

Deuxième citation que j'emprunte à la conclusion du chapitre traitant de la chute de Robespierre et de ses sbires, le 9 thermidor 1794 : « *Les tigres se déchirent à belles dents, les loups se mangent entre eux, les hyènes se repaissent des cadavres ; c'est cette ménagerie humaine démente, en proie à la folie de psychopathes lâchés dans la nature, coupée de toute transcendance, qui engendrera désormais la matière humaine hypocrite et à l'âme noire, pourvoyeuse du personnel politique formant de tous temps les régimes républicains.* » Besoin d'un commentaire ?

Troisième citation formulée à la fin du livre, à propos de la philosophie dite des « Lumières » : « *Ô mânes de Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Diderot, d'Alembert, d'Holbach, etc. ! Vous aviez cru éclairer de votre génie l'aurore d'une ère nouvelle, et tenir les promesses d'un Homme Nouveau ; vous n'avez fait qu'enténébrer le Monde ; et le Monde, abusé par vos lumières trompeuses, vos maximes controuvées, vos sophismes fallacieux, ne sait plus où il va.* » Le monde ne sait plus où il va. Mais il y va...

J'ajoute cette quatrième citation qui résume la quintessence du régime Jacobin, que l'on peut définir comme étant commune à tous les régimes totalitaires, quels qu'ils soient, et que nous vivons aujourd'hui d'une manière insidieuse :

« *Jamais on a porté aussi haut les mœurs et les pratiques totalitaires d'un État : contrainte par corps, arrestation et emprisonnement arbitraires, justice expéditive, exécutions sommaires, assassinat, espionnage, suspicion, délation publique, proscription, désinformation, intoxication mentale, captation du courrier, loi des suspects, visites domiciliaires, traque de tous les instants, atteinte à la vie privée, à la liberté d'expression, sans compter vols, déprédations, pillages... ; tous ces malheurs tragiques étant reliés au nom d'un seul homme, un seul : Robespierre, et d'une minorité de satrapes, de voyous sans aveu, les Jacobins, qui représentaient à peine 7 à 10 % de la population Française, dont la plupart des chefs étaient des hommes de loi, frottés de droit romain, de littérature et d'histoire anciennes, de belles-lettres, parfois de théologie, formés pour la plupart, sinon tous, chez les Jésuites ou les Oratoriens et dans les universités de l'Ancien Régime... Tous des civils ! Aucun militaire.* »

Voilà... Je voulais vous faire sentir, vous faire toucher du doigt, la charge à la fois symbolique et morale que représente le bulletin de vote, et le seul fait de le glisser dans l'urne ; une charge plus que symbolique qui englobe tout le passé de notre pays, mais aussi un geste responsable, puisque vous décidez de son sort et des conditions de sa pérennité dans le temps.

En toute conscience, il pèse des tonnes dans vos doigts, ce petit bout de papier ; des tonnes de responsabilité, puisque vous décidez, inconsciemment ou non, de l'avenir de tout un peuple, de son pays plus que millénaire, alors même que vous ignorez tout de la politique !

*

Nous voyons bien la filiation congénitale et son aboutissement : jacobinisme, république, Nouvel Ordre Mondial... Avec au-dessus, planant dans les nuées, la matrice satanique judéo-protestante maçonnique. Et c'est ici que tout s'éclaire... Que les quinze siècles de civilisation française prennent tout leur sens pour ceux qui ont encore en mémoire le fil de notre Histoire de France. D'un côté vous avez la naissance de la France, consacrée sous le signe du Dieu des chrétiens par le baptême sacré du grand Clovis I^{er}, ce chef barbare hors norme, brillant guerrier autant qu'esprit lucide et fin stratège politique, qui posera les fondements du *Regnum Francorum* avec le soutien du clergé épiscopal gallo-romain : c'est ainsi que ce nouveau royaume deviendra le symbole manifeste de l'une des plus brillantes civilisations du monde sous le nom de France ; et de l'autre, vous avez la République dite française, surgie des forges infernales de Satan dans une orgie de sang et de meurtres, qui s'emploiera avec une virulence diabolique à détruire l'œuvre pérenne de Clovis et de ses successeurs, jusqu'à inverser le cours de la vie, et peut-être précipiter l'humanité dans un chaos mortel irréversible.

Vous avez peut-être remarqué, depuis quelques années, l'attrait de plus en plus marqué des Français pour une période de notre Histoire de France oubliée, et surtout maltraitée, voire massacrée par les historiens républicains : le Moyen Âge... le Moyen Âge qui n'a d'ailleurs de moyen que le nom... Ils en ont fait une ère d'obscurantisme, de superstition, d'ignorance, de pensée magique, noircissant à profusion cette période pour mieux nous faire accepter leur saleté de république. Ce que, d'ailleurs, la Renaissance et les Lumières avaient déjà largement entrepris. Or nous constatons que les Français s'intéressent de plus en plus, à travers le legs de l'histoire de leur pays, à leur héritage commun, au patrimoine tant matériel qu'humain, intellectuel que spirituel... Et aussi à cet âge de bois, de pierre, de fer, qui nous a laissé le témoignage d'un art de vivre à la fois simple et concret, en prise directe avec les éléments de la vie réelle : l'église, le village, le château, parfois le monastère, et cela répliqué quarante mille fois sur tout le territoire ; avec en plus le désir de mieux comprendre l'organisation de cette société beaucoup plus évoluée que ce que l'on en a dit, fondée sur les trois ordres dits trifonctionnels : ceux qui prient, ceux qui combattent, ceux qui travaillent...

C'était une société d'hommes ; une société virile où l'on avait le sens de l'honneur, le respect de la parole donnée ; la loi naturelle, renforcée de la morale chrétienne, était au-dessus de la loi des hommes et l'inspirait (ce que je dis-là ne plairait pas au Président Chirac, pour qui la loi morale ne peut être au-dessus de la loi républicaine) ; la vie commune était dominée par la société du don de soi ; l'Église catholique apportait, non point du « lien social », pour reprendre cette horrible expression de gauche, mais un liant spirituel fait de foi, d'espérance, de charité vraie qu'elle exigeait de chacun envers chacun, des puissants comme des humbles ; elle apaisait les âmes, fortifiait les caractères, exaltait les vertus.

L'homme moderne est celui qui ne veut rien devoir à lui-même mais tout à l'État ; il est lâche, veule, trouillard, le plus souvent fort gueule ; il ne s'engage sur rien qui compromettrait sa petite existence tranquille ; ni en politique, ni dans la vie de couple ou professionnelle ; et surtout pas d'initiatives susceptibles de mettre en jeu sa responsabilité : responsable mais pas coupable ! Il ne rêve que d'une existence protégée, sans risques, une existence d'individu irresponsable bornée aux seuls avantages de la vie ; les inconvénients, c'est pour les autres ; s'il s'engage en politique ou dans le social, ce n'est pas pour faire acte responsable, mais pour profiter des contreparties avantageuses promises par son engagement ; nous ne sommes plus dans la société du don de soi, mais dans la société du don pour soi.

Non, la société moderne n'est pas une société d'hommes ; c'est une société permissive qui autorise tout ce qui dégrade l'homme et qui interdit tout ce qui tend à l'élever ; c'est la société hédoniste du jouir sans entraves, une société de drogués, de névrosés, de dégénérés, gavés et abrutis de consommations délétères en tous domaines ; c'est la société du sous-homme des Droits de l'homme, sans racines, sans identité, sans transcendance, telle que la rêvent les tenants du Nouvel Ordre Mondial ; un grouillement de goules voraces qui boulotent, grignotent, rongent, ravagent, notre belle planète bleue ; dès lors, nous ne sommes plus dans l'ordre de l'humanité, mais dans celui de l'infra-humanité...

Je ne trouve plus de mots pour dire à mes compatriotes la réalité de la situation de notre pays, la réalité de ce que je constate ; partout où mon regard se porte, ce que je constate, et je ne suis pas le seul, c'est qu'il n'y a plus de peuple français ; je vois un peuple zombifié qui n'obéit plus qu'à ses bas instincts et à des réflexes neuro-végétatifs ; il a l'air indifférent à tout, comme s'il surplombait d'un regard absent le grand théâtre de la vie qui s'écroule devant lui par pans entiers ; il y a longtemps que son cerveau a décroché : il ne répond plus... Question urgente : quand les Français décideront-ils de revenir à eux-mêmes, de revenir de leurs illusions idéologiques, de reprendre pied sur le plancher des vaches, de redevenir des Français authentiques, en dignes héritiers de leurs ancêtres ?... (2018)
